



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION CENTRE EST
17 rue Notre Dame des Pauvres
B.P. 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY CEDEX

**PROCEDURE AOO
N°26.06.001**

**MARCHE MUTUALISE DE PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE
SURVEILLANCE DES SITES DE LA DELEGATION CENTRE-EST DU
CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

La présente procédure est soumise au code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

SOMMAIRE

Autorité publique contractante, personne responsable du marché :	3
Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
PREAMBULE	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Nature de l'accord-cadre	5
1.3 – Périmètre de l'accord-cadre	5
1.4 Durée de l'accord-cadre	6
Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
Article 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
Article 5 – SECRET-CONFIDENTIALITE.....	10
Article 6 – MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	10
6.1 Prix des prestations	10
6.2 Prestations récurrentes – bons de commande.....	11
6.3 Prestations ponctuelles – bons de commande.....	11
6.4 Clause d'exclusivité	11
6.5 Variation de prix.....	12
Article 7 – AVANCE	13
Article 8 - MODALITES DE REGLEMENT	13
Article 9 –PENALITES.....	15
Article 10 – Assurance.....	17
Article 11 – Résiliation	18
Article 12 – Visite des lieux	18
Article 13 - DEROGATIONS CCAG/FCS	19

a) Personne publique contractante :

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour les besoins des laboratoires et site de la délégation régionale Centre-Est :

Délégation Centre-Est (DCE)
Centre Médico-Social (CMS)
Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG)
Site Jean-Zay
Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME)
Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF)

b) Personne Responsable des Marchés et Ordonnateur des paiements :

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS ;
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

c) Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre Est du CNRS ;
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

d) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PREAMBULE

CODE NACRES :

BC.01 : Services de gardiennage et de sécurité

CODES CPV :

79710000-4	Services de sécurité
79713000-5	Services de gardiennage
79714000-2	Service de surveillance

Le CNRS est un organisme national de recherche. La délégation Centre-Est (DR06) est la représentation CNRS sur le secteur Grand-Est.

La délégation a en gestion directe cinq sites du Grand Nancy accueillant des activités administratives, médicales et sociales et des laboratoires de recherche.

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

FORME DU MARCHÉ :

Accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes s'exécutant par l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14- du code de la commande publique

ALLOTISSEMENT :

Sans objet : L'allotissement rend l'exécution techniquement difficile ou financièrement coûteuse.

1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de surveillance des sites de la Délégation Centre-Est du CNRS.

Les locaux concernés sont classés dans le groupe d'activités : bâtiments administratifs et laboratoires.

L'accord-cadre est passé par la Délégation régionale Centre-Est du CNRS à la demande de son Service Patrimoine et Logistique (SPL).

L'accord-cadre est décomposé en :

- **Prestations récurrentes passées au forfait (prix forfaitaires) ;**
- **Prestations occasionnelles traitées à coût unitaire (prix unitaires) ;**

1.2 NATURE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est lancé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de prestations de services soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

Il s'exécute sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande selon les modalités suivantes :

- **Un bon de commande annuel**, établi sur la base d'un forfait de prestation, sera émis pour chaque site conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent CCAP.
- **Des bons de commande ponctuels**, fondés sur les prestations prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU), à la survenance des besoins.

Le montant maximum de l'accord-cadre, pour la période initiale est de : **400 000€ H.T.**

1.3 – PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations sont attendues sur 5 sites distincts, tous inclus sur le secteur de la Métropole du Grand Nancy. Les différents sites sont les suivants :

<u>Intitulé</u>	<u>Adresse d'exécution</u>
Site de la délégation-Centre-Est	<i>17 rue notre dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy</i>
Centre Médico-social	<i>9 rue notre dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy</i>
Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG)	<i>15 rue notre des dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy</i>
Site Jean-Zay	<i>Rue Jean ZAY 54500 Vandoeuvre les Nancy</i>
Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie	<i>405 rue de Vandoeuvre 54600 Villers les Nancy</i>

pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME)	
Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF)	<i>44 av. de la libération 54000 Nancy</i>

1.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La période initiale de l'accord-cadre est d'une durée d'un (1) an. L'exécution de cette période initiale débute, pour l'ensemble des sites, le 1^{er} avril 2026.

Conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et R.2112-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être renouvelé deux (2) fois, par tacite reconduction, pour une durée d'un (1) an à chaque fois, sans que sa durée totale n'excède trois (3) ans. Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.



Non-reconduction

Le cas échéant, la Personne Responsable du Marché notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de celui-ci.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le titulaire, ainsi que son annexe financière (à l'exception de l'onglet détail estimatif) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
-  Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures et de services issu de l'arrêté du 31 mars 2021 ;
-  L'offre technique du titulaire en réponse aux prescriptions du CCTP, au travers notamment du cadre de réponse technique.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 - Prestations forfaitaires /Ordre de service

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations à compter du 1er mars 2026 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure au 1er mars 2026, pour une durée d'un an.

Prestations à bons de commande, dites « ponctuelles » :

Les prestations sur bordereau des prix unitaires ainsi que les interventions sur alarme sont exécutées au moyen de bons de commande émis par la personne habilitée du CNRS. Ils sont notifiés au Titulaire, à l'adresse électronique ou postale mentionnées dans les documents du marché.

Pour les prestations d'interventions sur alarme : le nombre total d'interventions n'étant connu qu'a posteriori, c'est-à-dire à l'issue de chaque intervention, les bons de commande afférents seront émis sur la base du rapport d'intervention (heure de début et heure de fin) et de la facture afférente.

3.2 Plan de prévention

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux « travaux » effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et celles de l'article 6 du CCAG/FCS relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail sont applicables.

Le titulaire et le responsable technique du site procèderont, avant le début des prestations, à une visite du site et à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal et d'un plan de prévention.

Pour permettre l'élaboration du plan de prévention, le titulaire devra fournir, dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date de notification du marché, son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le CNRS et le titulaire s'engagent dans le mois qui suit la notification de l'accord cadre à rédiger et signer conjointement le Plan de Prévention. Le titulaire établira un plan de prévention par site en lien avec le correspondant technique bâtiminaire.

Ce Plan de Prévention définira et aura pour but d'éviter les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités des deux structures.

Le Plan de Prévention sera révisé selon les termes du code du travail et à minima une fois par an à la date anniversaire du marché. Il sera expliqué aux agents par le titulaire et signé par chacun d'eux.

Article 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement,

à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à ceux appartenant à des tiers.

4.1 - Obligation de résultat et obligation de continuité de service

Les obligations du titulaire au regard des prestations prévues dans le CCAP et le CCTP sont :

- une obligation de résultat. Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat.
- une obligation de continuité de service.

Le titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour assurer régulièrement la continuité du service. Ainsi, en cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du titulaire affectés sur les différents sites, le titulaire est tenu d'exécuter intégralement les prestations du marché, dans le délai de vingt-quatre (24) heures suivant la date de l'arrêt de travail, que la grève soit ou non précédée d'un préavis.

En tout état de cause, le CNRS doit être informé sans délai de la situation. Au-delà du délai susvisé imparti au titulaire et en cas d'impossibilité pour ce dernier d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, le CNRS peut y pourvoir par tous les moyens qu'il juge utiles aux frais et risques du titulaire.

Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le CNRS par tous moyens de droit, sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

4.2 – Reprise du personnel

4.2.1 – A la notification du marché

En application de l'article L.1224-1 du Code du Travail et de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 (étendue par arrêté du 25 juillet 1985 /JO du 30 juillet 1985) ainsi que des textes qui y sont annexés (notamment l'avenant n° 3 du 18 janvier 2021 à l'accord du 28 janvier 2011 relatif à la reprise du personnel étendu par arrêté du 2 juillet 2021, publié au journal officiel du 16 juillet 2021), le titulaire doit assurer la continuité des contrats de travail personnels des titulaires sortants et affectés à l'exécution du marché dans les conditions prévues par ces textes au moment du transfert de l'activité.

Seul le site Jean-Zay est concerné. Les éléments salariaux concernant les agents du titulaire sortant figurent en annexe 1 du CCAP pour le site Jean-Zay.

Le CNRS n'étant pas à l'origine de la communication de ces données, les caractères incomplets ou erronés de ces données ne sauraient engager sa responsabilité. Le titulaire peut proposer aux personnels du titulaire sortant, qui ne rempliraient pas les conditions prévues par la réglementation au moment du transfert de l'activité, de rejoindre ses équipes.

4.2.2 – Pour le renouvellement du marché

Au cours de la dernière période contractuelle, le Titulaire communique au CNRS, sur sa demande et dans le délai qui lui sera indiqué, tous les éléments nécessaires à la reprise du personnel.

L'absence de communication ou la communication tardive de ces informations peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 9 du CCAP.

4.2.3 – Statut du personnel du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards et en toutes circonstances, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci. Le Titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

À ce titre, le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le Titulaire doit remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf en cas de force majeure ou situation assimilée. Ce remplacement est soumis à la validation préalable du service patrimoine et logistique de la délégation avant tout commencement d'exécution. Le personnel intervenant sur le site d'exécution des prestations doit respecter les préconisations "Hygiène et Sécurité" et plus généralement les contraintes liées au(x) bâtiment(s). Il est également tenu à une obligation de discrétion au sujet des activités de la structure où seront exécutées les prestations dont il aurait connaissance de par l'exercice de son travail. Le non-respect de cette clause peut entraîner le retrait de son agrément.

Article 5 – SECRET-CONFIDENTIALITE

L'exécution du marché peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit de tout élément connu dans le cadre du présent marché.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner sa résiliation sans indemnité à ses torts.

Article 6 – MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

6.1 PRIX DES PRESTATIONS

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations.

Le soumissionnaire complétera l'annexe financière présente en annexe de l'acte d'engagement. Cette annexe financière se décompose en deux parties :

- Une partie intitulée « **Décomposition du prix global et forfaitaire** » correspondant au forfait annuel propre à chaque site ;
- Une partie intitulée « **Bordereau des prix unitaires** », correspondant à des prestations ponctuelles déclenchées à la survenance d'un besoin.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14- du code de la commande publique.

6.2 PRESTATIONS RECURRENTES – BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre est traité au forfait annuel pour les **prestations récurrentes** (onglet DPGF de l'annexe financière)

Un bon de commande mentionnant le numéro de l'accord-cadre et correspondant au montant forfaitaire total annuel est établi chaque année, par site. Les émetteurs des bons de commande figurent à l'article 8 du présent CCAP.

L'annexe 1 du CCTP mentionne les fermetures des sites. Il est attendu de la part des soumissionnaires qu'ils prennent correctement en compte ces périodes de fermeture dans le calcul des prestations au forfait.

6.3 PRESTATIONS PONCTUELLES – BONS DE COMMANDE

Les prestations décrites dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, dans la partie *Bordereau des prix unitaires*, pourront faire l'objet de commandes ponctuelles en fonction des besoins. Seules les quantités réellement exécutées donneront lieu à facturation. Les prix sont unitaires.

S'agissant des interventions sur alarme, cette prestation ne pouvant, par définition, pas être identifiée avant sa survenance, un bon de commande sera émis sur la base du rapport d'intervention et de la transmission de la facture.

6.4 CLAUSE D'EXCLUSIVITE

Dans le cas des prestations ponctuelles réalisées par bons de commande (onglet « Prestations ponctuelles » de l'annexe financière), le CNRS accorde l'exclusivité au titulaire pour les interventions effectuées au sein des sites concernés par le présent accord-cadre.

En revanche, pour les prestations ponctuelles commandées sur la base de ces prix unitaires en dehors des sites concernés, le CNRS n'est pas tenu de recourir au titulaire pour leur exécution.

L'exclusivité du titulaire se limite donc aux prestations définies comme récurrentes, établies sur la base du forfait, ainsi qu'aux prestations à prix unitaires réalisées sur les sites concernés.

6.5 VARIATION DE PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui correspond à la date anniversaire de l'accord-cadre, à savoir le **1er mars 2026** ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché et par application des formules suivantes :

$$P=P0 [0,30+0,70(ICHT-N/ICHT-N0)]$$

Dans laquelle :

- **P0** : prix initial pour la 1ère révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.
- **P** : nouveau prix après révision.
- **ICHT-N0** : est l'indice de l'INSEE du coût horaire du travail, tous salariés, dans les activités de services administratifs et de soutien. Cet indice est mensuel, mais est diffusé par l'Insee chaque trimestre. Sa valeur est celle du « mois zéro » pour la 1ère révision des prix puis, pour les révisions suivantes, la date de la dernière révision des prix.
- **ICHT-N** : est l'indice de l'INSEE du coût horaire du travail, tous salariés, dans les activités de services administratifs et de soutien. Cet indice est mensuel, mais est diffusé par l'Insee chaque trimestre. Sa valeur est la dernière valeur définitive connue (non provisoire) à la date de révision des prix

L'indice est diffusé sur le site de l'INSEE (Identifiant 001565196 / <http://www.insee.fr>) et du Moniteur (<http://www.lemoniteur.fr>).

Si l'indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le Titulaire adresse sa demande de révision au CNRS, au plus tard un mois avant les dates indiquées ci-dessus, en détaillant son calcul et en joignant une annexe financière actualisée.

Le développement de la formule de révision, le mois et année de l'indice de référence doivent être indiqués. Le coefficient de révision applicable est arrondi au millième supérieur.

Le Titulaire peut s'assurer au préalable, par échanges de mails avec le pôle des achats et marchés publics, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul. La demande peut être formulée par mail confirmé ou par courrier recommandé. En cas d'absence de demande de révision des prix du Titulaire, dans le délai ci-dessus énoncé, les prix du marché en cours sont reconduits à l'identique pour l'année suivante.

Article 7 – AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS et en application des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, et sauf renonciation du Titulaire dans l'Acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire :

- lorsque le montant forfaitaire du marché (prix global et forfaitaire) est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois,
- pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

L'avance est égale à 20% du montant, toutes taxes comprises (TTC), du marché (ou du bon de commande) si le délai d'exécution est inférieur ou égal à douze mois. Si le titulaire est une PME, le taux de l'avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 15,00 % du montant du marché (ou du bon de commande). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché (ou du bon de commande), toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Article 8 - MODALITES DE REGLEMENT

Chaque site fera l'objet d'un bon de commande annuel, basé sur le forfait et les montants contractuels établis dans l'annexe de l'acte d'engagement. Le règlement est effectué mensuellement, après service fait, pour chaque bon de commande, sur présentation de la facture correspondante.

Les factures afférentes aux prestations exécutées sont obligatoirement transmises via Portail Chorus Pro.

A défaut, elles font l'objet d'un rejet.

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

- le code service de l'entité CNRS facturée :

par exemple pour le site 3, UMR7358

<u>Intitulé du site</u>	<u>Code service de l'entité, par site</u>	<u>Code division</u>
-------------------------	---	----------------------

Site 1 : Site de la délégation- Centre-Est	<u>MOY600</u>	<u>0006</u>
Site 2 : Centre Médico-social	<u>MOY600</u>	<u>0006</u>
Site 3 : Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG)	<u>UMR7358</u>	<u>0443</u>
Site 4 : Site Jean-Zay	<u>MOY600</u>	<u>3823</u>
Site 5 : Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME)	<u>UMR7564</u>	<u>1115</u>
Site 6 : Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF)	<u>UMR7118</u>	<u>1058</u>

- le numéro du bon de commande (exemple : XXXLXXXXX), et le cas échéant le n° de accord-cadre figurant sur le bon de commande.

Les informations nécessaires au dépôt de la facture sur le portail de facturation sont les suivantes :

- Adresse du portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- N°SIRET : 18008901303720
- Code service : cf tableau ci-dessus, [par exemple UMR7358 pour le site 3](#)
- Code division : cf tableau ci-dessus, [par exemple 0443 pour le site 3.](#)

Outre les mentions obligatoires prévues par la réglementation, les factures doivent comporter les renseignements suivants :

- Références du présent accord-cadre (objet, numéro),
- Date de début d'exécution et lieu d'exécution,
- Nature de la prestation et le détail des prestations exécutées,
- Montant hors taxe,
- Taux et montant de la TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises en euros.

À défaut des mentions permettant leur identification, les factures feront l'objet d'un rejet.

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent accord-cadre est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique

contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

La date de réception de la facture et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de la personne publique contractante. À défaut, la date de la facture augmentée de deux jours fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire concerné à partir de son RIB ou de son RIP original.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « *la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points* ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Déléguée Régionale pour la Délégation Centre-Est du CNRS.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre-Est du CNRS.

Article 9 –PENALITES

Les pénalités sont cumulables et feront l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités (nettes de taxe) ci-après pourront être appliquées :

Pénalités	Montant	Modalités d'application
Pénalité pour inexécution partielle et/ou totale des prestations ayant entraîné une discontinuité de service ou un dysfonctionnement inscrit sur le carnet de consignes.	100€ HT	Par inscription de l'incident constaté
Pénalité pour inexécution partielle et/ou totale des prestations entraînant un dommage pour le CNRS.	Montant du préjudice	Ce montant est dû par le titulaire sauf prise en charge

Il appartient au CNRS de faire constater et d'apporter la preuve de l'inexécution, de son dommage et du montant de son préjudice. Le titulaire s'engage, quant à lui, à mettre tout en œuvre afin de réparer le préjudice subi par le CNRS. A ce titre, il s'engage à déclarer l'incident dont le dommage a résulté auprès de son assurance dans les 30 jours suivant la réalisation de celui-ci (ou dans les délais prévus par sa police d'assurance, s'ils sont plus courts). Il s'engage également à transmettre une copie de cette déclaration ainsi que la décision de l'assurance relative à la prise en charge du dommage. Les parties conviennent ensuite de se rencontrer et de convenir des modalités de la réparation du préjudice du CNRS (notamment les modalités de son paiement par le Titulaire). A défaut de déclaration à son assurance responsabilité civile professionnelle ou en cas de non prise en charge par celle-ci, le titulaire s'engage à réparer intégralement le préjudice subi par le CNRS.	subi et établi par le CNRS (avec justificatifs).	par son assurance responsabilité civile professionnelle
Pénalité pour défaut d'encadrement Signalement par écrit (mail contre récépissé) par le CNRS au Titulaire d'une difficulté d'exécution relative à : - non application d'une consigne et/ou non-respect des règles de sécurité - le comportement inadapté d'un agent du titulaire	200€ HT	Par signalement et par agent
Pénalités pour non-respect de la procédure d'agrément du personnel nouveau 500 EUR HT par défaut constaté et par agent	500€ HT	Par défaut constaté et par agent
Pénalité pour absence des représentants du Titulaire à une réunion programmée (voir CCTP) La pénalité n'est pas appliquée si le Titulaire prévient le CNRS a minima 3 jours avant la tenue de la réunion.	100€ HT	par absence constatée et par agent
Pénalité pour non remise dans les délais de documents demandés par le CNRS (y compris les informations pour la reprise des personnels en fin de marché)	100 EUR HT	par document et par jour à compter du lendemain du terme du délai et jusqu'à la réception du document
Pénalité en cas d'absence ou de retard du gardien, de l'agent de sécurité mobile ou de l'agent d'accueil non justifiée et/ou non remplacé	100 EUR HT	par demi-heure de retard/absence constaté
Pénalité pour perte de badge ou de clé	80 EUR HT	par badge/clé perdu.e

+ si la perte du badge/clé entraîne un changement du dispositif d'ouverture (cylindre + clés + passes)	Montant du nouveau dispositif d'ouverture	par dispositif d'ouverture (complet) et sur présentation de la facture
Non-respect de l'obligation de port de la tenue vestimentaire identifiable	50 EUR HT	par jour et par constat.
Pénalité en cas de travail dissimulé : Non-respect du code du travail : dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail) * Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant forfaitaire annuel et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé	100 EUR HT	par jour calendaire à compter du lendemain du terme du délai indiqué dans la mise en demeure adressée au titulaire par le CNRS et non suivie d'effet.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le CNRS envisage d'appliquer la première pénalité, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept jours. Les pénalités suivantes de même type s'appliqueront sans mise en demeure préalable.

Article 10 – Assurance

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit justifier, avant la notification du marché, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le document communiqué au CNRS précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le Titulaire. Jusqu'à la fin du marché, à l'expiration de son attestation d'assurance, le Titulaire transmet au CNRS sa nouvelle attestation d'assurance pour justifier qu'il demeure couvert pour les risques résultant du marché.

En outre, le Titulaire doit informer le CNRS de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision. Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises au CNRS qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le Titulaire et éventuellement son assureur. Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, le CNRS ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

En cas de sous-traitance avec l'accord préalable du CNRS, chaque sous-traitant est tenu des mêmes obligations en matière d'assurances. Les Assurances de responsabilité civile professionnelle devant être souscrites par l'entreprise en vertu des dispositions de la présente clause doivent être étendues pour couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant au Titulaire du fait de ses sous-traitants et des prestations réalisées par les sous-traitants.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le CNRS peut prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP, sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire.

Article 11 – Résiliation

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG FCS. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande du pouvoir adjudicateur.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS, pourront entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- Le cumul de défaillances graves, pourra être assimilé à une faute lourde justifiant la résiliation aux torts du titulaire, dès lors que :
 - Sur un mois donné, le montant total mensuel des pénalités appliquées atteint quinze pourcent (15%) du montant forfaitaire mensuel TTC du marché (somme de l'ensemble des forfaits mensuels).
 - Le montant total trimestriel des pénalités appliquées sur trois mois consécutifs atteint dix pour cent (10%) du montant forfaitaire TTC trimestriel du marché (somme de l'ensemble des forfaits mensuels).

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG/FCS.

Par ailleurs, l'accord-cadre est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

Article 12 – Visite des lieux

Les entreprises peuvent, à la demande, visiter les lieux afin de procéder à toutes les investigations nécessaires pour l'établissement de leur offre. Cette visite doit avoir lieu pendant la phase de consultation.

La visite du site n'est pas obligatoire. Si le candidat souhaite se rendre sur l'un des sites avant la remise de son offre, il devra :

- Se faire connaître auprès du représentant CNRS du site (voir annexe 2 du CCAP)
- Convenir avec ce dernier d'une date de rendez-vous, en respectant un délai de prévenance de 72 heures.

L'accès au site ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable du CNRS.

Le candidat pourra valoriser, dans son offre technique, toute visite de site effectuée.

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de toutes les conditions susceptibles d'influencer l'exécution, les délais, les quantités et les prix des prestations à réaliser, même si aucune visite n'a été effectuée. En aucun cas, le soumissionnaire ne pourra invoquer une absence d'information suffisante, que des visites aient été effectuées ou non.

Article 13 - DEROGATIONS CCAG/FCS

Il est fait dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS uniquement pour la partie suivante : « Le dernier article du CCAP, ou de tout autre document qui en tient lieu, contient la liste récapitulative des articles du présent CCAG auxquels il est dérogé. »